



Confédération
de demain

La collaboration dans la fédération canadienne

**Environics
Institute**

For Survey Research

2025 SERIES

Environics Institute

For Survey Research

L'Environics Institute pour la recherche par sondage mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.

environicsinstitute.org

info@environicsinstitute.org

701-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1





Les sondages Confédération de demain donnent la parole aux Canadiens et Canadiennes sur les grands enjeux qui façonnent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. Ils sont menés chaque année par un regroupement des principales organisations de recherche en politiques publiques du pays.

L'édition 2025 repose sur un sondage mené auprès de 5 391 adultes, réalisé entre le 1er mai et le 16 juin 2025 (92 % des réponses ont été recueillies entre le 6 et le 29 mai). 90 % des réponses ont été collectées en ligne. Les autres l'ont été par téléphone (ligne terrestre et cellulaire), principalement auprès de personnes vivant dans le Nord, dans des communautés autochtones, ou encore auprès de francophones au Nouveau-Brunswick.

[Consultez plus de documents de la série Confédération de demain](#)

**Environics
Institute**
For Survey Research



CENTRE
D'EXCELLENCE
SUR LA
FÉDÉRATION
CANADIENNE

CENTRE OF
EXCELLENCE
ON THE
CANADIAN
FEDERATION



BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

**CANADAWEST
FOUNDATION**



First Nations
FINANCIAL
MANAGEMENT
BOARD

CONSEIL
DE GESTION
FINANCIÈRE des
Premières Nations



CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

Cette version du sommaire comprend des corrections mineures apportées le 29 août 2025 à la suite d'ajustements aux pondérations de l'enquête.

Contexte

Bien que chaque ordre de gouvernement au Canada dispose de ses propres champs de compétence, en pratique, les gouvernements doivent collaborer pour s'attaquer à la plupart des grands enjeux du pays. Les progrès dans les soins de santé, l'augmentation de l'offre de logements, la lutte contre les changements climatiques ou la facilitation des exportations d'énergie dépendent en grande partie de la coopération continue entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que de la participation des gouvernements autochtones, qui exercent de plus en plus leurs compétences dans ces domaines.

Il y a à peine quelques années, la pandémie de COVID-19 a obligé les gouvernements à se rassembler pour coordonner leurs mesures d'urgence. Et en 2025, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux se sont réunis à plusieurs reprises pour discuter de la réponse à apporter aux menaces économiques posées par les nouveaux tarifs douaniers imposés par les États-Unis sur les exportations canadiennes.

Parvenir à un accord entre les gouvernements fédéral et provinciaux ou territoriaux, entre les provinces et territoires, et entre gouvernements autochtones et non autochtones est souvent difficile. Et les citoyens, qui espèrent des avancées, peuvent se retrouver frustrés lorsque les négociations progressent lentement ou échouent.



Deux grands événements politiques survenus depuis le début de l'année ont influencé le contexte dans lequel évoluent les relations intergouvernementales au Canada. Premièrement, comme mentionné, l'imposition de tarifs américains, combinée aux menaces du président américain contre l'indépendance du Canada, a créé un nouveau sentiment d'urgence. Deuxièmement, le changement de premier ministre à la suite de la démission de Justin Trudeau et de la nomination de Mark Carney comme successeur a entraîné un changement à la fois de politiques et de style de leadership au niveau fédéral.

Comment ces événements ont-ils affecté la perception qu'a le public de l'état des relations intergouvernementales au pays ? Le dernier sondage révèle que ces événements ont été suivis d'une amélioration significative de la perception du public quant à la capacité de leurs gouvernements à travailler ensemble. Parallèlement, après trois années consécutives de hausse, la proportion de personnes ne faisant confiance ni au gouvernement fédéral ni à leur gouvernement provincial pour prendre les bonnes décisions dans plusieurs secteurs clés a diminué.



Principaux constats

- Un peu plus d'une personne sur deux (51 %) affirme désormais que les gouvernements fédéral et provinciaux travaillent très bien ou plutôt bien ensemble – une augmentation de 12 points de pourcentage. La proportion estimant qu'ils ne collaborent pas bien est tombée à 42 %, soit une baisse de 12 points.
- Cette amélioration dans l'évaluation que fait le public de l'état des relations intergouvernementales s'est produite dans toutes les régions du pays (à l'exception du Nord, où les opinions étaient déjà beaucoup plus positives et le sont demeurées).
- Parmi les provinces, l'amélioration depuis 2024 est la plus marquée en Saskatchewan, où la proportion de personnes affirmant que les gouvernements fédéral et provincial collaborent bien a plus que doublé.
- Malgré cette amélioration, la proportion de personnes estimant que les gouvernements fédéral et provincial ne travaillent pas bien ensemble reste plus élevée que celle affirmant le contraire dans trois provinces : le Québec, le Saskatchewan et l'Alberta.
- Dans les trois provinces où la proportion de personnes estimant que les gouvernements ne travaillent pas bien ensemble est supérieure à la moyenne canadienne – la Saskatchewan, le Québec et l'Alberta – les opinions sont plus négatives principalement en raison des points de vue plus pessimistes des résidents plus âgés.
- Dans les Prairies, les sympathisants des partis conservateurs provinciaux (UCP, Parti saskatchewanais ou PC du Manitoba) sont beaucoup plus susceptibles de porter une évaluation négative des relations intergouvernementales qu'une évaluation positive. Ce n'est pas le cas des sympathisants du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario, qui ont tendance à voir ces relations de façon plus positive que négative.
- Une pluralité de Canadiens fait davantage confiance au gouvernement fédéral pour gérer les relations commerciales avec les autres pays. La proportion de personnes faisant plus confiance au gouvernement fédéral dans ce domaine est plus élevée que dans les quatre autres domaines abordés dans le sondage. Les opinions varient relativement peu selon les régions à ce sujet.

- 
- Après trois années consécutives de hausse, la proportion de personnes ne faisant confiance ni au gouvernement fédéral ni à leur gouvernement provincial pour s'occuper d'autres enjeux clés comme les soins de santé, les changements climatiques, l'immigration ou l'économie a diminué.
 - La proportion des répondants autochtones faisant davantage confiance à leur organisation de santé autochtone pour gérer le système de santé a légèrement augmenté depuis 2024.
 - Depuis 2024, la proportion de personnes ne faisant confiance à aucun gouvernement pour s'attaquer aux changements climatiques a diminué de huit points de pourcentage. Ce changement suit la suppression de la taxe fédérale sur le carbone destinée aux consommateurs, après le changement de premier ministre plus tôt cette année.
 - À l'extérieur du Québec, la proportion de personnes ne faisant confiance à aucun gouvernement pour gérer l'immigration et l'accueil des réfugiés a diminué de neuf points.



Confédération
de demain

**Environics
Institute**
For Survey Research